

## EMPÊCHÉ DE SE PORTER CANDIDAT AU SCRUTIN LÉGISLATIF

# Madani Mezrag décide de relancer le FIS dissous

**L'ancien "émir" national de l'Armée islamique du salut (AIS), autodissoute, Madani Mezrag a, dans un communiqué rendu public hier, fait cas de son incapacité, étant donné les entraves et embûches dressées devant lui, à faire acte de candidature pour les élections du 17 mai prochain. L'ancien terroriste, qui a parachevé sa littérature au nom de la direction nationale élargie de l'ex-AIS, a aussi informé de l'entame officielle de la structuration organique "de la base, sur l'ensemble du territoire national, dans la perspective de tenir un congrès constitutif d'un parti politique". Une tentative de remise sur scène du Front islamique du salut dissous.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Voilà donc qui a le mérite d'être clair : Madani Mezrag et ses lieutenants d'entre les anciens "émirs" de l'AIS autodissoute travaillent à faire renaître l'ex-FIS de ses cendres. Ils l'avouent d'autant plus ouvertement qu'ils donnent à penser

qu'ils sont en phase de pré-lancement du projet. Madani Mezrag, qui s'affichait, rappelons-le, ostentatoirement aux côtés de Rabah Kebir, lorsque ce dernier, de retour d'exil, se mettait sous les feux de la rampe, dit "organiser un congrès national représentatif, duquel émane-

ront des résolutions organiques et politiques qui affirmeront la légitimité historique, militante et populaire du mouvement politique que nous lançons avant de demander sa légalisation par l'introduction d'une demande d'agrément auprès des autorités concernées".

On ne peut mieux faire allusion à la restructuration de l'ex-FIS. Mezrag parle bien d'une base à structurer. Une base qui ne saurait, d'aucuns le comprendraient aisément, se réduire aux seuls terroristes qui ont eu à sévir sous ses ordres. Par base, l'ancien "émir" terroriste entend la base de l'ex-FIS.

D'ailleurs, sa littérature, servie hier, consigne on ne peut plus lisiblement

les postulats qui ont été posés par les fessistes au début des années 90 pour légitimer la guerre à l'Algérie peuple et nation.

"(...) Nous annonçons avec insistance notre détermination à faire valoir et consolider notre droit légitime à une participation à la vie institutionnelle de la nation, à l'intérieur des institutions comme à l'extérieur." Faudra-t-il aussi faire remarquer que Madani Mezrag reste sur les mêmes visions et interprétation de la tragédie nationale, pour reprendre l'expression en vogue. Il persiste à dire que le terrorisme est une réaction légitime à des "décisions arbitraires prises par des sanguinaires tapis au sein du pouvoir et auxquels des

politiciens ont facilité la tâche".

Pour Mezrag, il demeure encore aujourd'hui qui persiste dans ces pratiques, poussant le pays vers un pourrissement dangereux et une nouvelle impasse. Cela étant, on connaissait à Mezrag des prétentions électorales mais aujourd'hui, avec son communiqué, on le découvre nourri de l'ambition de ressusciter l'ex-FIS. Il a estimé le moment venu d'annoncer le début officiel de la structuration d'un mouvement politique. On ne sait pas, en revanche, si l'initiative intéresse les seuls membres de l'Armée islamique du salut autodissoute ou alors implique-t-elle des politiques de l'ex-FIS. On peut déjà soupçonner une implication de Rabah Kebir qui n'avait

pas fait mystère de son ambition de créer un parti politique. L'ancien exilé en terre germanique avait, rappelons-le, mis un brin de prudence à distinguer son projet de l'ex-FIS.

En ces moments, Madani Mezrag, qui le suivait comme son ombre, ne jugeait pas opportun de marquer une quelconque opposition, voire une réticence. Ce qui a laissé déduire que les deux hommes étaient engagés autour de la même perspective partisane.

Une initiative qu'ils voulaient autant que faire se peut éloigner d'un Ali Benhadj qui a vainement tenté de s'y greffer. Il reste à savoir si Mezrag est toujours proche de Kebir ou il a fini par prendre ses distances.

S. A. I.

## L'ÉTAU SE RESSERRE SUR LE GSPC

## Un autre terroriste éliminé à Amizour

Au septième jour de l'offensive menée par l'Armée nationale populaire contre le GSPC, les pilonnages et bombardements du massif fortement boisé de Mardj-Ouamène où se terrait l'émir Soheïb abattu mercredi dernier avec deux de ses lieutenants et l'élimination de 24 autres sanguinaires terroristes du même groupe salafiste depuis le début de la vaste opération de ratissage entamée dimanche dernier n'ont connu ni trêve ni répit et se poursuivaient encore hier samedi avec la même intensité. Des détonations et déflagrations ont été entendues à plusieurs

kilomètres à la ronde, selon les témoignages de citoyens.

Une fumée dense qui se dégageait de plusieurs zones pilonnées dans ces maquis d'Ibakourène pour couper toute retraite aux assiégés était encore visible en début de l'après-midi d'hier à partir du sens unique d'El-Kseur sur le tronçon routier de la RN12, offrant une vue imprenable vers les lieux de l'opération de ratissage où des dizaines d'automobilistes et des citoyens de la région observaient les scènes de combats. Des échanges de tirs très violents entendus en provenance des zones ciblées

par l'offensive militaire qui serviraient, selon notre source, de véritables refuges abritant des cellules dirigeantes du groupe salafiste témoignaient d'une résistance acharnée des hordes sauvages du GSPC.

Un autre terroriste a été éliminé au cours de l'acrocrocage, selon notre source. Des informations difficiles à confirmer avancent la présence d'autres "cadres" de ces réseaux terroristes parmi le groupe "en conclave" depuis quelques jours dans les périmètres de l'opération et dont le dispositif de bouclage mis en place par l'ANP ne permet, semble-

t-il, aucune échappatoire au groupe du GSPC. On apprend aussi qu'un des éléments de l'ANP aurait été tué lors de l'explosion d'une bombe au cours de leurs progressions vers les refuges où se sont retranchés les sbires du GSPC.

L'étau se resserre sur les sbires du GSPC et ses responsables retranchés dans des casemates à Ibakourène et l'ultime assaut contre les assiégés serait imminent, précise notre source. A l'heure où nous mettons sous presse, aucun bilan officiel d'offensive militaire n'a été communiqué.

A. K.

## LÉGISLATIVES A BOUIRA

## Les indépendants dans la tourmente

Si les partis politiques connus ou inconnus au bataillon sont plus portés sur l'embarras du choix des candidats et leur classement, chez les indépendants, le problème est plutôt ailleurs et porte plus sur les fameuses signatures exigées pour valider la liste.

En effet, d'après des informations concordantes en notre possession, sur la douzaine de listes d'indépendants qui ont retiré les formulaires, une dizaine sue encore à trouver les fameuses 3200 signatures exigées pour la vali-

dation de la liste. En plus de ces signatures difficiles à récolter, des sources avancent qu'au niveau de la cour de justice, plusieurs signatures ont été invalidées car portant le cachet autre que celui du P/APC tel qu'exigé par la loi.

En outre, l'autre problème rencontré par les indépendants réside dans la présence physique de quelques signataires ayant figuré sur la liste des 3200 et tirés au sort par la présidente de la cour pour se présenter devant elle. D'après nos sources, la

présidente de la cour tire au sort pour chaque liste d'indépendants en sa possession, quelque 160 noms que le tête de liste se doit de lui présenter en personne. Or, parmi ces signataires, il se trouve souvent ceux qui partent en voyage soit vers des villes lointaines du pays soit carrément à l'étranger. Et dans ces cas de figure et dans l'impossibilité de se présenter devant la présidente de la cour, c'est toute la liste qui est invalidée.

Ainsi, et jusqu'à hier, et toujours selon nos

sources, seule une seule liste d'indépendants a eu la chance de passer l'écueil de la justice, en attendant celui de l'administration.

Quant aux partis politiques, nous savons qu'ils sont une quinzaine à se présenter au niveau de la wilaya de Bouira, mais seuls les partis du RCD, FLN, RND et à un degré moindre le Hamas, le MRN et le PT, ont des chances de décrocher des sièges parmi les 8 à pourvoir au niveau de la wilaya.

Y. Y.

### SÉMINAIRE DE "BSC" SUR LES LOGICIELS DE GESTION SUR MICRO-SYSTÈMES

## Une première

"Business Solutions Center" (BSC), le premier intégrateur certifié par SAGE en Algérie et le seul à avoir obtenu sa certification sur la "Ligne 100", organise, en partenariat avec SAGE/France, un séminaire de présentation à l'hôtel Mercure d'Alger demain à partir de 9 h pour saluer cet événement.

A cette occasion, les équipes de SAGE et de Business Solutions Center feront découvrir le nouvel outil de Reporting "Edition Pilotée" construit sur le noyau Business Objet totalement intégré aux lignes 100 et 1000.

Les nouvelles solutions présentées par les équipes de SAGE et BSC sont destinées aux grandes et moyennes entreprises.

SAGE est le leader mondial de l'édition des logiciels de gestion sur micro-systèmes.

Société britannique cotée à la Bourse de Londres, SAGE est leader en France avec plus de 470 000 clients, et compte plus de 3 000 000 clients dans le monde. Leader en Europe et en Amérique du Nord, SAGE se fixe comme objectif de devenir leader en Asie et en Asie du Sud-Est, a déclaré le directeur de BSC, M. Abdelfetah Benabid dans un entretien à l'Agence algérienne d'information (AAI).

A. Benabid, un ancien cadre de SAGE France, a précisé que BSC opère dans le domaine de la réorganisation informatique des systèmes d'information d'entreprise. BSC met en place des logiciels dédiés à la gestion globale de l'entreprise, des comptabilités, des logiciels de facturation, de gestion de la chaîne d'achat, mais aussi de paie de ressources humaines, ainsi que la gestion automatique des relations clients.

Abdelfetah Benabid a en outre précisé que BSC a déjà équipé de grandes entreprises en Algérie, telles que l'ENMTV (car-ferries), le nouvel aéroport d'Alger, BRC et les laiteries Soummam, entre autres.